

Le sabotage de l'industrie de l'aluminium en France



[On apprend ces jours-ci](#) que l'usine de production d'aluminium de Saint-Jean-de-Maurienne, en Savoie, risque d'être fermée très prochainement.



Selon Olivier Baud, ancien président d'Aluminium Pechiney, le groupe canadien Alcan qui a racheté Pechiney en 2004 avait prémédité un plan de fermeture de toutes les usines européennes de ce groupe sidérurgique français, en en précisant même les dates. Ainsi, l'usine de Saint-Jean-de-Maurienne, en Savoie, était déjà programmée, il y a 8 ans lors du rachat, comme devant être fermée en 2012...

UN SABOTAGE PRÉMÉDITÉ

Selon cet ancien dirigeant français, « *la stratégie, c'était d'organiser la pénurie en Europe et de faire remonter les prix de l'aluminium. Après avoir racheté Alcan en 2007, Rio Tinto a poursuivi cette stratégie en rejetant tout projet de reprise et en sous-investissant dans la maintenance de l'usine.* » D'après lui, le manque d'investissement s'élèverait à 10 millions d'euros par an.

D'autres anciens responsables confirment ce sabotage délibéré.

Christian Cochard, ancien chef des services de l'électrolyse de l'usine, explique par exemple : « *Comme ils ne mettent plus l'argent nécessaire, ils dégradent l'outil et à un moment donné, on va aller à la rupture.* »

LE DÉSASTRE

Résultats en 2012 ?

- 1) La France risque ainsi de perdre cette année son avant-dernière usine de fabrication d'aluminium. Il n'en restera plus qu'une à fermer pour que la France soit complètement désindustrialisée dans ce secteur stratégique.
- 2) L'usine de Saint-Jean de Maurienne, qui risque de fermer, fait vivre toute la vallée de la Maurienne en Savoie. La fermeture de cette usine très importante conduira 600 personnes - donc les 600 familles qui vont avec - au chômage ou dans une situation de précarité. Elle va également mettre en danger 2.200 emplois indirects dans toute la région.



CONCLUSION : SOIT ON LAISSE S'ANÉANTIR NOTRE INDUSTRIE, SOIT ON SORT DE L'UE

La vente du groupe français Pechiney au groupe anglo-canadien Rio Tinto Alcan se révèle avec 8 ans de recul comme un désastre absolu, à la fois pour notre industrie sidérurgique, notre savoir faire industriel, nos emplois et l'aménagement de notre territoire.

Ce saccage découle directement de la politique dite de "mondialisation inévitable" et de la renonciation par l'État de toute politique en matière de contrôle des mouvements de capitaux. Il s'agit d'un effet direct et irréfutable de l'[article 63 du Traité sur le Fonctionnement de l'Union européenne](#) (TFUE) qui interdit toute restriction en la matière.

Je rappelle que, seul parmi tous les candidats à la présidence de la République, je propose aux Français de dénoncer cet article 63, parmi bien d'autres articles des traités européens qui nous mènent à la ruine collective.

Pendant que les autres candidats vocifèrent devant micros et caméras des indignations d'eunuques et lancent des promesses juridiquement illégales dans le cadre de l'UE, je suis le seul à tirer de façon sereine et responsable la conséquence de la situation puisque je suis le seul à proposer à mes compatriotes de sortir de l'Union européenne en application de l'[article 50 du TUE](#).

Aucun autre candidat n'a de solution structurelle et durable pour empêcher que ce soit à terme toute l'industrie française qui disparaisse sous nos yeux.

**François ASSELINEAU, Président de l'UPR,
candidat à la présidence de la République,**

Union Populaire Républicaine | UPR

~~L'union du peuple pour rétablir la démocratie en libérant la France de la prétendue union européenne de l'OTAN et de l'euro~~
interdit d'antenne sur tous les grands médias nationaux